

Introduction de Fabien Roussel

Initiative “Une nouvelle industrialisation pour la France” – 17.05.2025

Chers amis, chers camarades,

Je suis particulièrement heureux d'ouvrir cette après-midi de travail et de débats consacrée à la relance industrielle dont notre pays a tant besoin.

Heureux, oui, parce que parler Industrie, nouvelle industrie, c'est parler de la vie, la vie au travail, la vie économique de la nation, notre souveraineté. C'est regarder devant nous et construire les conquêtes d'avenir.

N'attendez pas de nous les mines tristes des éternels résignés mais toute l'énergie combative des communistes dans cette bataille industrielle qu'il nous faut gagner.

L'histoire, nous la connaissons.

En 20 ans, le pays a perdu la moitié de ses usines. La part de l'industrie dans le PIB est passée de 20% à moins de 10%. Le déficit de notre balance commerciale est abyssal : 81 milliards d'euros en 2024.

Comment parler de mieux distribuer les richesses de notre pays quand nous en produisons de moins en moins ?

Comment assurer notre indépendance quand nous dépendons de nombreux pays où sont produits les biens que nous consommons ici ?

Pouvons-nous vivre encore longtemps dans un pays qui importe 92% des habits que nous portons et 87% des médicaments qui nous soignent ?

Comment bâtir une stratégie de reconquête industrielle quand nos moyens de production, nos outils de production sont entre les mains de groupes financiers, de banques, de fonds de pensions qui se moquent des besoins du pays ?

Voilà pourquoi nous parlons de perte de souveraineté.

Alors oui, je m'engage de toutes mes forces dans cette bataille parce qu'au fond, « l'industrie c'est la vie », et cela dans tous les territoires, en milieu rural, urbain, dans les outre-mer.

Ce sont aussi des familles qui vivent, autour de ces entreprises, petites ou grandes, des sous-traitants, des services publics, des villes, qui dépendent de ces activités. Ce sont aussi des impôts qui rentrent dans les caisses de la Nation.

C'est un choix de société :

C'est d'abord le pari du travail. Le travail qui émancipe, le travail qui accomplit en permettant à toutes et à chacun de vivre dignement de son activité créatrice.

Prendre le parti du travail, c'est redonner du sens au travail, c'est prendre le parti des hommes et des femmes qui créent les richesses du pays, pour le pays, sans aliénation, sans domination.

C'est ensuite l'éradication du chômage puisqu'un emploi industriel crée 3 à 4 emplois dans le reste de l'économie. Assez de slogans et de « Startup Nation » !

Assez d'Ubérisation !

Nous voulons le travail pour tous et le travail qui paie !

Et malgré 30 ans de dénigrement de l'emploi industriel, la moyenne des salaires est de 20% supérieure dans l'industrie aux services.

C'est aussi le parti pris de la création de richesses pour financer les salaires et la protection sociale, pour retrouver un budget à la hauteur de nos besoins en évitant de taxer les retraités, les travailleurs, les communes.

C'est enfin la conquête de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs eux-mêmes pour pouvoir peser et décider des grands choix concernant leurs outils de travail :

Oui, la question de la réappropriation nationale des moyens de production doit être mise en débat dans le pays !

Nous le faisons dès aujourd'hui avec la pétition pour la nationalisation d'Arcelor Mittal France lancée par les communistes, que je vous invite à faire grandir jusqu'à la victoire, ou encore dans la bataille pour Vencorex en soutenant par tous les moyens disponibles le projet de SCIC, société coopérative d'intérêt collectif, porté par les salariés et les élus locaux.

Voilà pourquoi j'appelle à une nouvelle révolution industrielle que nous nommons nouvelle industrialisation, au service du peuple, au service du vivant et de la planète.

C'est une révolution qui met à l'ordre du jour la réappropriation des moyens de production, des pouvoirs nouveaux à donner aux salariés, aux syndicats, d'une stratégie de planification pilotée par l'État au service de la transition écologique, de la reconstruction de filières intégrées allant des matières premières à leur transformation.

Et bien sûr, cela impose de reprendre la main sur l'argent, le rôle des banques, le rôle de l'État et de l'argent public, celui de nos impôts et des critères à définir démocratiquement sur leur utilisation.

C'est un projet de société car forcément, cela remet en cause le capitalisme et pose la question du communisme et du chemin pour y parvenir.

C'est un projet qui invite bien sûr les salariés à s'unir, à s'organiser, à revendiquer en étant très ambitieux face à un monde capitaliste qui en veut toujours plus.

Quand on m'interroge sur la lutte des classes, j'aime répondre que si elle existe encore aujourd'hui, c'est surtout parce que les principaux actionnaires du CAC40 la mènent !

Et elle est menée par le MEDEF, Bernard Arnault, BlackRock, les banques systémiques et leurs relais que l'on trouve à la tête de l'État et du gouvernement.

Et nous sommes parfaitement conscients de ce qui se joue sur la scène internationale. Ces mêmes groupes, ces actionnaires, ces hommes, surtout des hommes d'ailleurs, n'ont pas de patrie, n'ont pas d'autres intérêts à défendre que les intérêts de leur compte en banque.

Nous ne découvrons rien. L'exploitation, les rapports de domination, la guerre pour mettre la main sur des richesses, c'est vieux comme le capitalisme et Lénine y avait répondu par « Travailleurs et peuples opprimés de tous les pays, unissez-vous ».

La question de la sidérurgie, au cœur de l'actualité avec Arcelor mais aussi Thyssenkrup, touche des dizaines de milliers de salariés en France, en Allemagne, au Luxembourg, en Italie, en Espagne.

Les coups de force de l'impérialisme économique américain ne datent pas de l'élection de Trump. Nous n'avons pas oublié comment l'État français a accepté le racket sans broncher avec l'achat de la branche énergie d'Alstom par General Electric pour le résultat qu'on connaît : des promesses non tenues, des emplois supprimés, un nouvel affaiblissement de notre appareil productif comme de notre souveraineté.

Il est grand temps que notre pays et les pays européens refusent d'être le paillason des fonds de pensions, des grands actionnaires, qu'ils soient américains, français ou indiens.

En réalité, les mesures agressives de Trump ne sont qu'un prolongement violent des mesures coercitives que les forces capitalistes américaines et leurs relais dans les gouvernements successifs prennent depuis plusieurs décennies jusqu'à remettre en cause le droit international.

Il est temps de rompre avec l'idée d'un "camp occidental" face au reste du monde.

Pour retrouver la confiance des pays du Sud et développer de nouvelles relations basées sur le développement mutuel, la France et l'Europe doivent retrouver une autonomie stratégique.

Du reste, nous le disions dès le premier discours du groupe communiste dans le premier parlement européen élu, prononcé à l'époque par Enrico Berlinguer : si l'Europe se fait contre les intérêts des travailleurs, elle fera fausse route. Elle peut et doit être un espace politique non aligné, au service de la paix et des coopérations.

Qu'elles sont insupportables les larmes de crocodile sur les concurrences américaines et chinoises tout en prêchant la rigueur et l'obéissance aveugle aux traités libéraux européens !

Que font les Américains et les Chinois ? Ils investissent massivement et s'endettent encore plus... pour favoriser leurs productions et l'emploi industriels dans leur pays.

Alors oui, nous voulons et surtout nous pouvons produire en France !

Comment ? D'abord en investissant massivement.

Les investissements nécessaires à la transition écologique et au redressement industriel du pays sont colossaux :

- Pour l'énergie, c'est 200 à 300 milliards d'euros d'ici 2035,
- Pour la SNCF, c'est 100 milliards d'euros en 10 ans,
- Pour le logement c'est 2 à 3 milliards d'euros par an,
- Sans parler des ports, des barrages hydrauliques, des centaines de milliers de kilomètres de routes, des dizaines de milliers de ponts, de canaux à réparer, à moderniser.

Elle est là la France des bâtisseurs.

Vous voyez les gisements d'emplois immenses à créer, à former ?

La JC et l'UEC lancent une belle campagne appelant à la création d'un million d'emplois. Ils ont raison ! Et derrière, ils défendent la formation, le rôle des lycées, des lycées pro, des universités, les salaires en fonction des diplômes ...

La question de l'énergie est centrale. Notre plan climat articule bien nos propositions entre réindustrialisation et doublement de nos capacités de production d'électricité nucléaire. C'est incontournable. Cela implique également d'électrifier les usages : dans l'industrie - c'est tout l'enjeu des investissements à Arcelor et dans la sidérurgie - mais aussi dans les transports, le logement. C'est aussi, par exemple, la production de petites voitures électriques citée hier par Jacques Baudrier et notre combat contre les ZFE.

La nationalisation de groupes stratégiques, de banques privées nécessitera de mobiliser les moyens du pôle public bancaire composé de la Caisse des Dépôts, de la BPI et de La banque Postale.

Et c'est par ce choc d'investissements que nous pourrons réparer la France, produire plus de richesses et donc améliorer la vie des Français et demain, payer les dettes.

Vous voyez le lien étroit que nous faisons entre la mobilisation de l'argent, la transition écologique, le respect de la planète et du vivant, la nécessaire modification de nos modes de production et en même temps, c'est un enjeu de reconquête industrielle, de reconquête économique, de reconquête démocratique.

Produire ici. Vivre et travailler au pays. C'est toujours d'actualité.

Et qu'on ne nous fasse pas le coup du bon capital dès lors qu'il est national.

Nous avons les groupes les plus extravertis d'Europe : 62% des emplois des grandes entreprises françaises se trouvent à l'étranger contre seulement 38% pour les allemandes et 28% pour les italiennes.

Et comme si cela ne suffisait pas, ils demandent encore plus de sacrifices aux travailleurs, toujours plus d'argent public, toujours plus de recul des droits des salariés.

Ils ont leurs complices bien sûr. Macron est leur serviteur zélé, poussé par la droite, qui sert comme toujours ses intérêts de classe.

Mais avez-vous vu Bardella offrir son épaule accueillante aux pleurnicheries de François Pinault ?

Quelle escroquerie ! Ils ont fait du désespoir social leur fonds de commerce électoral.

Voilà pourquoi ils ont toujours refusé de voter toute avancée sur les salaires.

Nous gagnerons en prenant le parti du travail et de la reconquête industrielle. En planifiant une nouvelle stratégie industrielle nationale où l'État comme les travailleurs jouent pleinement leur rôle. En sécurisant l'emploi et la formation. En reconstruisant et en défendant des filières industrielles stratégiques. En relocalisant des productions, en mobilisant les marchés publics pour favoriser le « produire en France » en mettant en valeur sa traçabilité...

La liste est longue et je ne veux pas être pas plus long aujourd'hui, d'abord parce qu'il s'agissait pour moi d'ouvrir et pas de conclure. Les débats vont se prolonger et je veux remercier les syndicalistes qui ont accepté de plancher avec nous cette après-midi,

Et parce qu'au fond le redressement industriel ne se paie pas de mot. Il invite à l'action et à la plus grande combativité.

Alors je veux simplement dire que j'ai confiance dans les salariés de notre pays. Dans leur force immense lorsqu'ils se mettent en mouvement. Dans l'expertise qui est la leur et celle de leurs organisations syndicales, sur leur travail comme sur l'avenir de leurs entreprises.

Leur dire qu'ils peuvent compter sur moi, sur les communistes, sur leurs élus, sur les groupes parlementaires présidés par Cécile Cukierman et Stéphane Peu qui sont au travail pour défendre leurs intérêts.

Par exemple avec la proposition de loi présentée par Yannick Monnet pour interdire les licenciements boursiers ou la commission d'enquête présidée par Fabien Gay sur l'attribution des aides publiques aux entreprises.

Ensemble, nous pouvons tout changer. Il n'y a aucune fatalité à l'effacement à petit feu de notre appareil productif, à la disparition de nos usines.

La bataille pour une nouvelle industrie est engagée. Et nous voulons la gagner !